

Journal de 20 heures

Jacques Chirac : « Ce génocide est inimaginable. Et donc j'approuve tout à fait l'initiative d'une action humanitaire tendant à séparer des gens qui s'entretuent. On ne peut pas laisser ces gens se massacrer comme cela »

Patrick Poivre d'Arvor, Marine Jacquemin

TF1, 20 juin 1994

Le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a demandé au Conseil de sécurité d'accepter la proposition française d'une intervention humanitaire au Rwanda.

[Patrick Poivre d'Arvor, en direct du bureau de Jacques Chirac à l'Hôtel de ville de Paris :] Aux Nations unies le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a demandé au Conseil de sécurité d'accepter la proposition française dont nous parlait hier, dans le journal de Claire Chazal, Alain Juppé, à propos d'une intervention militaire, euh, humanitaire au Rwanda. Les Nations unies ne seront pas en mesure d'envoyer des troupes dans ce pays avant trois mois. L'intervention française se met donc en place de son côté. Elle s'organise à partir de Bangui, la capitale de la Centrafrique où nous retrouvons tout de suite au téléphone Marine Jacquemin.

[Marine Jacquemin :] Extérieurement, c'est une sorte de calme artificiel qui prévaut ce soir au sein des troupes françaises stationnées à Bangui [diffusion d'images de militaires français datant d'avril 1994 et filmées à Bangui]. Mais ce n'est qu'une apparence : cette force d'action rapide, classiquement repositionnée dans cette région d'Afrique, est prête à intervenir à tout moment dès que l'ONU aura donné son feu vert, demain [21 juin] ou après-

demain matin [22 juin] au plus tard espère-t-on ici.

À partir de là, le scénario le plus probable serait une action simultanée sur deux axes depuis l'Est du Zaïre à destination des réfugiés hutu mais aussi des réfugiés tutsi [diffusions de deux cartes, l'une montrant des soldats français partir la République Centrafricaine pour le Rwanda, l'autre montrant deux flèches partir du Zaïre en direction du nord-ouest et du sud-ouest du Rwanda]. Il y a là des dizaines de milliers de réfugiés dans les deux cas, tous risquent d'être massacrés par l'un ou l'autre camp. C'est dire comme le temps presse [diffusion d'images d'archives montrant des réfugiés].

Si ces informations filtrent déjà, c'est évidemment pour bien mettre l'accent sur le caractère humanitaire de l'opération. Les troupes françaises joueraient en quelque sorte un rôle tampon entre les réfugiés et leur environnement hostile. Pour l'instant, l'état-major est attendu pour demain dans la capitale centrafricaine [diffusion d'images d'archives du camp de Kabgayi].

[Patrick Poivre d'Arvor s'adresse à présent à Jacques Chirac.]

Patrick Poivre d'Arvor : Jacques Chirac, vous approuvez le principe de cette intervention française au Rwanda ?

Jacques Chirac, "Président du RPR" : Je trouve d'abord que ce qui se passe au Rwanda est une véritable horreur. Ce génocide est inimaginable. Et donc, euh..., j'approuve tout à fait la position prise par le ministre français des Affaires étrangères, ses initiatives et, euh, celles du gouvernement. Il faut certainement obtenir, euh, l'accord du FPR, que celui-ci comprenne bien qu'il s'agit pas d'ingérence ! Mais d'une action humanitaire tendant à séparer des gens qui s'entretuent. Il faut aussi – euh..., vous l'évoquiez à l'instant – que l'ONU assume ses responsabilités. Il faut enfin que la France ne soit pas seule. Mais on ne peut pas laisser ces gens se massacrer comme cela.